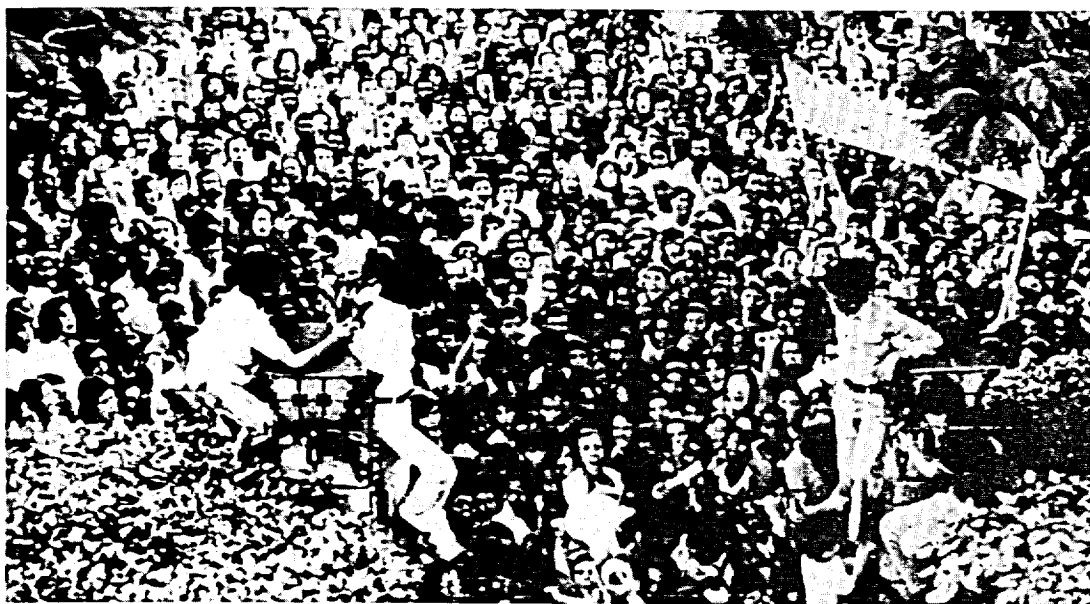




*A la suite du coup d'État au Portugal, des manifestations et des émeutes se sont déroulées à Lourenço Marques, capitale du Mozambique. Sur la photo ci-dessus, des Noirs et des Blancs manifestent leur appui*

*à la nouvelle junte militaire portugaise en avril. Plus tard au cours de l'année, Noirs et Blancs manifestent chacun de leur côté, chaque groupe craignant que l'autre ne se saisisse du pouvoir.*

tion blanche revient à dire que les Africains ne devraient pas recourir à la lutte armée dans une situation où tous les autres recours en vue d'éliminer de graves injustices ont échoué. Cela revient, en fait, à recommander la reddition.

L'ambiguïté profonde de la politique officielle canadienne se traduit dans la position que le Canada a prise sur la question de l'aide aux mouvements de libération. Le gouvernement canadien a toujours refusé une telle aide. Cependant, il s'est finalement déclaré en faveur d'une décision de la Conférence du Commonwealth l'année dernière demandant que les pays membres viennent en aide à ceux qui combattent pour leur liberté en Afrique australe. Le programme d'aide qui fut alors proposé — sans être encore réalisé — révèle ce que nous, les critiques, qualifions de respect minimal de cet engagement auprès du Commonwealth.

La politique annoncée par M. Sharp diffère sur cinq points importants des politiques parallèles des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède, du Danemark et de la Finlande avec lesquelles elle possède des similarités. D'abord, le gouvernement canadien ne veut pas traiter directement avec les chefs africains des mouvements de libération. Par contraste, des hauts fonctionnaires et des ministres de chacun de ces cinq pays se sont récemment rendus en visite en Afrique pour des discussions détaillées avec ces chefs afin de déterminer quelles sont les formes d'aide non militaire les plus efficaces.

Deuxièmement, ces pays fournissent

leur aide directement aux mouvements de libération. Au contraire, l'aide canadienne sera versée par l'intermédiaire d'organismes bénévoles qui poursuivent des projets humanitaires acceptables en Afrique australe. Le caractère central des mouvements de libération est ainsi effacé du programme canadien alors que les programmes d'aide de ces autres pays le reconnaissent.

Troisièmement, le Canada seul a stipulé la condition rigide que notre aide ne peut donner lieu à des transferts d'argent au profit des mouvements de libération.

Quatrièmement, l'aide canadienne ne parviendra à l'Afrique australe que dans la mesure où les organisations bénévoles seront en mesure de mettre sur pied des projets et, en toute probabilité, pourront apporter la contrepartie qu'exige le programme d'aide non gouvernementale de l'ACDI. Cela signifie, par conséquent, qu'une technique qui, dans les autres pays du monde, complète l'aide officielle canadienne sera la seule en vigueur pour le Canada en Afrique australe en dehors de ses programmes d'aide multilatéraux.

Enfin, ces restrictions ne pourront avoir d'autre effet que de maintenir les sommes versées à un montant très faible. L'aide de la Suède aux mouvements de libération se chiffre par un total de 10.7 millions de dollars pour l'année prochaine; l'aide de la Finlande sera approximativement de 2.5 millions de dollars; l'aide de la Hollande doit se chiffrer par 4 millions de dollars. La seule indication que nous ayons sur les montants prévus dans le programme canadien c'est une remarque ré-